F3SCT Forêt Agriculture du 18 juin 2024

Déclaration liminaire de l'Élan Commun

Nous voilà réunis pour la première fois en FSSSCT FA, après plus de 17 mois de création de cette instance. Pourtant, les conditions de travail dans les services en charge de l'agriculture et de la forêt sont en mode dégradé depuis très longtemps.

Le président de la République, E. Macron, avait promis qu'il ferait tout durant son quinquennat pour qu'il n'y ait plus aucune raison de voter pour les extrêmes. En dissolvant l'Assemblée nationale, il ouvre de fait la possibilité d'une majorité parlementaire à l'extrême-droite, avec laquelle la droite extrême veut faire alliance ! Une victoire de l'extrême-droite serait une catastrophe aux conséquences multiples :

- **Danger pour la démocratie**
- **Recul des conquêtes sociales, de la protection de l'environnement et de l'économie du pays**
- **Danger pour les travailleurs en général** : les conditions de travail ne font pas partie de leurs priorités, et ils sont du côté des employeurs et actionnaires plutôt que de celui des salariés.
- **Danger pour la fonction publique et ses services**

Rappelons que les principes mêmes de la République sont "Liberté, Égalité, Fraternité" et ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel de la préférence nationale.

Situation dans les SEA

La conjonction de la réforme de la PAC et du manque de fiabilité de l'outil ISIS ont profondément désorganisé les services d'économie agricole, provoquant surcharge de travail et démotivation des agents. Quel que soit "l'accompagnement des agents" mis en place, crise ou pas crise, tant que les outils ne seront pas pleinement opérationnels, les agents continueront d'être exposés à la mauvaise humeur (souvent justifiée !) des usagers.

Ces agents sont en première ligne pour affronter le mécontentement des agriculteurs dont les paiements ont été retardés, parfois au-delà du raisonnable. Aujourd'hui, dans les services d'économie agricole, l'heure n'est plus à la joie et la bonne humeur; les agents ont la tête dans le guidon. Les réponses aux difficultés signalées aux échelons supérieurs ne sont qu'ordres et contre-ordres assortis de délais intenables, provoquant une profonde confusion. Conséquences de ces situations ubuesques : l'épuisement, le ras-le-bol, le stress intense ainsi que la fatigue accrue, tant physique que psychologique.

Les organisations syndicales avaient signalé le risque de voir se reproduire cette situation comme en 2015, mais force est de constater que nous n'avons pas été entendus.

Malgré toutes les compétences, le dévouement et l'implication des agents en charge de la PAC, la France s'expose à un refus d'apurement. À l'heure où les financements des services publics sont en berne, et où l'on demande aux usagers de faire des efforts pour l'économie du pays, une nouvelle dépense, qui aurait pu être évitée, risque d'alourdir la dette de l'État.

L'Élan Commun souhaite vivement que la prochaine campagne PAC soit moins catastrophique et se déroule dans de meilleures conditions, avec un outil fiable et opérationnel. De plus, vue la situation dans ces services, l'Élan Commun demande une reconnaissance financière pour toutes et tous, sans encore, une fois, déshabiller Paul pour habiller Jacques et opposer encore un peu plus les agents.

Situation des agents sur le terrain face à la FHCC

Les cas de contaminations du bétail par la FHCC se multiplient. Le risque de contamination par le bétail lui-même est nul lors des contrôles agri-forêt, mais il ne l'est plus lors de contrôles en exploitation ou en forêt, en raison de l'acclimatation de la tique spécifique à notre climat et des modifications climatiques (dans le sud de la France et en Corse).

Compte tenu des difficultés à obtenir des équipements de protection individuels auprès des SGCd, il est plus que nécessaire que les agents des zones géographiques à risques soient dotés d'équipements de protection (tire-tiques, pantalons d'intervention adaptés, etc.). Aussi, l'Élan Commun demande que le MASA rédige une note spécifique concernant ce risque émergent et que cette maladie bénéficie d'une reconnaissance en maladie professionnelle.

Pour conclure, l'Élan Commun siège aujourd'hui pour chercher des solutions à la détresse des agents des SEA, même si l'actualité politique nous appelle ailleurs...